

# Certificat en enquête et renseignement

par Fabienne CUSSON\* et Isabelle PIETTE\*\*

## Summary

The University of Montreal has developed a 30 credits undergraduate program in Investigation and Intelligence. The program will provide students with appropriate skills to conduct investigations in the public and private sector. Opportunity study show that there is a great need for training in this field.

**Keywords:** investigation, intelligence, training

**Mots-clés:** enquête, renseignement, formation

## Introduction

Le monde des enquêtes est en ébullition. Aujourd'hui, on mène des enquêtes non seulement dans les services de police, mais aussi dans la plupart des ministères, au sein de grandes organisations (banques, sociétés d'état, sécurité privée, secteur commercial, etc.) comme dans les ordres et associations professionnelles.

Or, qu'elle porte sur des crimes majeurs, des vols internes, des fraudes, des affaires de corruption ou des manquements administratifs, une enquête réussie exige de véritables compétences: recueillir les faits pertinents et nécessaires selon les règles de l'art et du droit; organiser et analyser ces faits; structurer un rapport probant, cohérent, convaincant, etc.

Conçu pour répondre aux besoins actuels des milieux professionnels, le certificat en enquête et renseignement permet d'étudier l'ensemble du processus propre aux diverses activités d'enquête, du mandat initial à la présentation d'un rapport professionnel, en passant par les stratégies, outils et méthodes ayant fait leurs preuves.

## Contexte de la demande pour le certificat

Depuis les deux dernières décennies, les activités d'enquête et de renseignement ont décuplé et se sont transformées. Les récents attentats et la médiatisation de cas de fraudes et de corruption ont généré des pressions pour rehausser la sécurité intérieure. Avec la privatisation de l'action policière (Mulone 2013), ces pressions ont favorisé la mise en place de poli-

\* Responsable de programmes, Université de Montréal.

\*\* Conseillère pédagogique, Université de Montréal.

tiques et de réglementations visant à intensifier les activités de surveillance (Paulet-Puccini 2007), renforcer la gestion de la conformité, utiliser davantage les pouvoirs d'enquêtes, de vérification et d'inspection ainsi qu'à créer de nouveaux organismes d'enquête (Unité permanente anticorruption, Bureau des enquêtes indépendantes, Bureau de l'inspecteur général de Montréal, etc.). Aujourd'hui, la majorité des activités d'enquête et de renseignement s'effectuent à l'extérieur des services policiers (Mulone & Dupont 2008; Hamelin 2010), dans les organisations privées, les ministères, les organismes publics et les organisations d'autorégulation.

Le développement du monde des activités d'enquête entraîne toutefois d'inquiétantes dérives: des rapports d'enquête d'une longueur invraisemblable, l'abus de surveillance électronique, des retards de justice et des procès qui avortent. De nombreux facteurs incitent l'ensemble du personnel associé aux enquêtes à se professionnaliser (Kelty, Julian & Robertson 2011; Hallenberg 2012; Richard 2015; Gottchalk 2016; Cusson 2018) et alimentent la demande pour un certificat:

- Changements et évolution des lois et de la réglementation entourant la pratique des activités d'enquêtes;
- Rehaussement des exigences et des pratiques de travail depuis les dix dernières années;
- Complexification de la criminalité, des infractions, des enquêtes et des procès;
- Évolution technologique et ses impacts notamment en matière de renseignement et de gestion de l'information;
- Légitimation des inspecteurs, des vérificateurs, des enquêteurs et des agents de renseignements dans le cadre de leurs interactions avec le domaine judiciaire.



La littérature scientifique souligne d'ailleurs la nécessité de développer les pratiques en matière d'enquête (Lemieux 2005; Holgersson & Gottschalk 2008; Tong 2009; Carson 2013; Fahsing 2016; Westra; Kebell, Milne & Green 2016), d'autant plus que les intervenants de ce domaine ont très peu d'accès à une formation universitaire créditée axée spécifiquement sur les activités d'enquête pour des civils.

C'est donc pour redresser cette situation, combler les besoins de formation et pourvoir aux préoccupations des employeurs que la Faculté de l'éducation permanente a développé un certificat en enquête et renseignement. Le développement d'un tel certificat s'inscrit, au surplus, dans un espace interdisciplinaire dans lequel l'Université de Montréal fait figure de leader et de pionnière (Criminologie, Droit, Sécurité intérieure, Cybrecriminalité, etc.).

## **Fondement du programme**

Le certificat en enquête et renseignement a été conçu à la suite d'une étude d'opportunité qui a non seulement identifié des besoins spécifiques, les compétences recherchées et les particularités de la population étudiante cible, mais elle a également souligné l'importance d'une collaboration interfacultaire et des milieux professionnels. En travaillant en étroite collaboration avec diverses facultés, la FEP a profité d'une expertise interdisciplinaire ainsi que de l'apport des milieux professionnels, permettant l'adéquation entre le développement scientifique, la réalité du marché du travail et la formation développée.

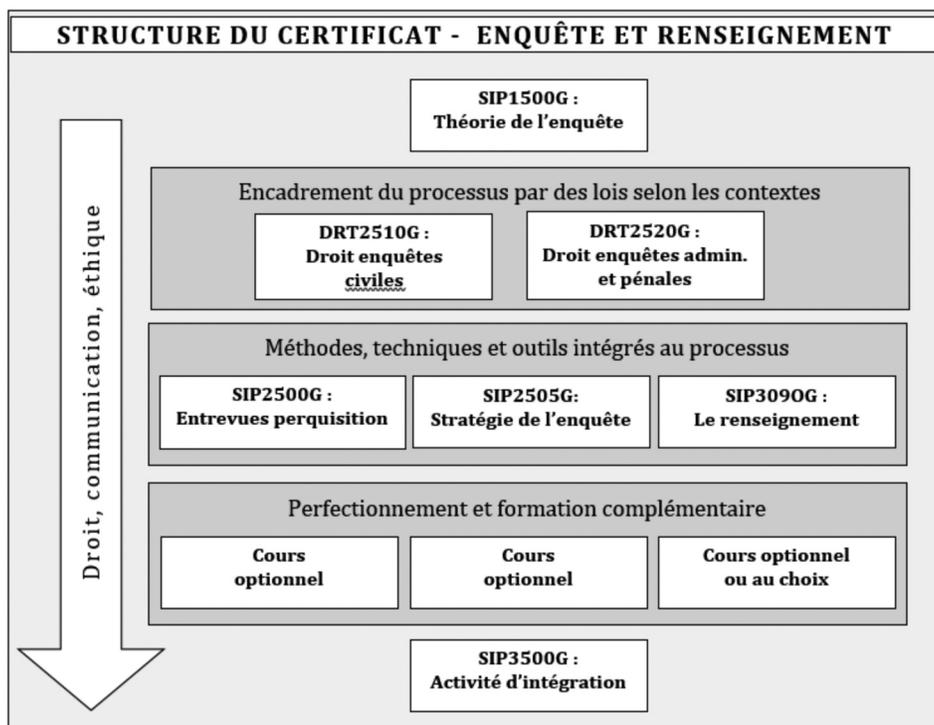
L'objet du certificat se rapporte au tronc commun des fonctions et des pratiques du travail d'enquête, de renseignement, d'inspection et de vérification qui est désigné par la notion «d'activités d'enquête et de renseignement». Cette notion est définie comme un ensemble d'activités organisées associées à la collecte, à la validation, à la corroboration et au traitement de l'information afin de dégager des éléments factuels à l'aide de méthodes et de procédures bien définies et en fonction d'un cadre légal et réglementaire. Les activités d'enquête et de renseignement englobent la formulation et la vérification d'hypothèses par le biais d'analyses et d'interprétations de données, la constitution d'un rapport ou d'un dossier de preuves et la communication des résultats.

## **Cheminement du programme**

Le programme est fondé à la fois sur le corpus théorique propre à ce domaine (Brodeur 2005; Boilard 2007; Cusson 2008; Issalys et Lemieux 2009; Campbell et Leboeuf 2010; Osterburg et Ward 2010; Carson 2013; St-Yves & Deslauriers-Varin 2018, Rossy, Ribaux, Boivin & Fortin 2018) et sur une mise en pratique de

savoir-faire et de savoir-être. Il est ancré dans le tronc commun aux diverses activités d'enquête et de renseignement telles que mises en lumière par l'analyse comparative de douze référentiels de compétences et par les entrevues menées auprès des d'experts du domaine et qui ont directement inspiré les objectifs du programme.

Dans cette perspective, le programme comporte sept cours obligatoires visant à assurer le développement progressif de compétences-clés ainsi que trois cours de perfectionnement et de formation complémentaire permettant à l'étudiant de personnaliser ses apprentissages au regard de son contexte professionnel. Le développement des apprentissages suit une évolution structurée en quatre parties. D'abord, un cours d'introduction théorique associé à la connaissance globale des activités, des contextes et du processus général de l'enquête (Théorie de l'enquête). Deux cours sont consacrés ensuite aux connaissances du droit propre à la pratique des activités d'enquête (Droit des enquêtes civiles et Droit des enquêtes administratives et pénales). Un autre ensemble de trois cours renvoie aux méthodes, techniques et outils intégrés au processus d'enquêtes (Entrevues d'enquête, perquisitions et saisies; Stratégies d'enquête et Le renseignement). Les deux blocs de cours optionnels offrent vingt cours de perfectionnement et de formation complémentaire parmi lesquels l'étudiant en sélectionnera deux ou trois. Finalement, le dernier cours permet d'intégrer les apprentissages, de les mettre en pratique dans un contexte



de travail et de valider l'atteinte des objectifs du programme (Atelier d'intégration en enquête). Les compétences associées au droit, à l'éthique et à la communication sont développées et évaluées de façon transversale à travers plusieurs cours tout au long du programme.

### **Destinataires**

Ce certificat s'adresse à la fois aux personnes:

- qui détiennent déjà des pouvoirs d'inspection, de vérification et d'enquête;
- qui souhaitent obtenir une promotion ou réorienter leur carrière;
- qui ont déjà une formation initiale et désirent la compléter en s'initiant aux enquêtes.

Bien que ciblant principalement les civils, il demeure ouvert aux policiers.

### **Conclusion**

En développant un certificat en enquête et renseignement, l'Université de Montréal répond à un besoin très bien documenté pour une formation universitaire créditée dans le domaine. Pour ce faire, elle a mobilisé de nombreux partenaires: la Faculté de droit, l'École de criminologie de Montréal, Polytechnique Montréal, l'Association professionnelle des enquêteurs privés du Québec et le Regroupement de travail en matière d'enquête de l'administration publique. Offerte par des praticiens chevronnés issus des milieux professionnels, cette formation allie à la fois connaissances théoriques et compétences pratiques.

Le fil d'Ariane du programme assurera que l'étudiant chemine à travers l'ensemble du processus propre aux diverses activités d'enquête, du mandat initial à la présentation d'un rapport professionnel, en passant par les stratégies, outils et méthodes ayant fait leurs preuves. À l'issue de la formation, les diplômés sauront mener diverses activités d'enquête de manière rigoureuse et dans le respect du cadre législatif applicable.

---

### **Bibliographie**

- Boilard, J. (2007). *Effectuer une enquête criminelle*. Sherbrooke: Les Éditions André Fontaine.
- Brodeur, J.P. & Ouellet, G. (2005). L'enquête criminelle. *La police en pièces détachées*, 38(2), 39-63.
- Campbell, G.S. (2010). *Le manuel juridique de l'enquêteur*. Montréal: Éditions Yvon Blais.
- Carson, D. (2013). Investigations: What could, and should, be taught?. *The Police Journal*, 86(3), 249-275.
- Cusson, M. (2008). Chapitre 1- De l'action de sécurité. *Traité de sécurité intérieure*, Lausanne: Presse polytechniques et universitaires romandes, p.43-57.
- Fahsing, I.A. (2016). The making of an Expert Detective. Thinking and Deciding in Criminal Investigations. Thèse de doctorat, Université de Gathenburg.
- Gottschalk, P. (2016). Fraud Examiners in Financial Crime Investigations: The Case of Save the Children in Bangladesh. *Pakistan Journal of Criminology*, 28(2), 1-11.

- Hallenberg, K. (2012). *Scholarly Detectives Police Professionalisation via Academic Education*. Thèse de doctorat, Université de Manchester.
- Hamelin, F. (2010). Les polices des transports face aux défis croisés de la mobilité, de la sûreté et de la sécurité Flux, 3, 46-56.
- Halgerson, S. & Gottschalk, P. (2008). Police officers' professional knowledge. *Police Practice and Research*, 9(5), 365-377.
- Issalys, P. & Lemieux, D. (2009). Les effets de l'autorisation. L'action gouvernementale - Précis de droits des institutions administratives, 3<sup>e</sup> édition, Éditions Yvon Blais.
- Kelty, S.F., Julian, R.D. & Robertson, J. (2011). Professionalism in crime scene examination: the seven key attributes of top crime scene examiners. *Forensic science policy & management: an international journal*, 2(4), 175-186.
- Lemieux, F. (2005). Le développement d'un réseau de renseignement policiers au Québec: de la formation à l'imputabilité. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 47(1), 45-62.
- Mulone, M. & Dupont, B. (2008). Gouvernance de la sécurité et capital: les gestionnaires de la sécurité privée, *Déviance et société*, 32(1), 21-42.
- Mulone, M. (2013). Directeurs de sécurité en entreprise et consommation de la sécurité. Étude exploratoire canadienne, *Criminologie*, 46(2), 149-170.
- Osterburg, W.O. & Ward, R.H. (2010). *Criminal Investigation; A method for reconstructing the past*. Routledge, Abingdon.
- Paulet-Puccini, S. (2007). L'évaluation dans les politiques locales de prévention et de sécurité: un nouveau management des services de la Justice, *Socio-logos*, 2.
- Richard, N. (2015). L'enquête interne en entreprise: sécuriser la démarche. *Sécurité et stratégie*, 21, 19-26.
- Rossy, Q., Ribaux, O., Boivin, R. & Fortin, F. (2018). Le traitement de l'information dans l'enquête criminelle, In Cusson, M., Ribaux, O., Blais, É. & Raynaud, M.M. dirs. *Nouveau traité de sécurité intérieure*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Hurtubise (À paraître).
- St-Yves, M. & Deslauriers-Varin, N. (2018). Les entrevues d'enquête, d'un art à une science, In Cusson, M., Ribaux, O., Blais, É. & Raynaud, M.M. dirs. *Nouveau traité de sécurité intérieure*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal et Hurtubise (À paraître).
- Tong, S. (2009). Chapter 9 - Professionalising Investigation. *Understanding Criminal Investigation*, John Wiley & Sons Ltd, 212-213.
- Westera, N. J., Keppell, M. R., Milne, B., & Green, T. (2016). The prospective detective: developing the effective detective of the future. *Policing and Society*, 26(2), 197-209.
-